

# ACTION URGENTE

## UNE DEFENSEURE EN DETENTION INTERROGEE EN CONTINU

**La défenseure des droits humains bahreïnite Ebtisam al Saegh est soumise de façon interrompue à des interrogatoires prolongés depuis son arrestation, le 3 juillet, date à laquelle elle a également entamé une grève de la faim. Elle risque fortement d'être torturée et soumise à d'autres mauvais traitements, et a besoin de recevoir d'urgence des soins médicaux. Ebtisam al Saegh est une prisonnière d'opinion et elle doit être libérée immédiatement et sans condition.**

Selon des informations dignes de foi, la défenseure des droits humains **Ebtisam al Saegh**, qui a été placée en détention, a été soumise le 12 mai à un interrogatoire qui a duré 18 heures. Des agents qui, pense-t-on, sont de l'Agence de sécurité nationale (ASN) l'ont emmenée pour un interrogatoire dans un lieu inconnu à 9 heures ce jour-là et elle n'a été reconduite dans sa cellule d'isolement qu'à 3 heures du matin, le lendemain. Le 13 juillet, à midi, ils l'ont de nouveau emmenée pour l'interroger.

Le 11 juillet, Ebtisam al Saegh a appelé sa famille depuis le centre de détention pour femmes de la ville d'Isa – non loin de Manama, la capitale –, où elle est détenue entre les interrogatoires. D'après les informations dont dispose Amnesty International, elle est chaque jour interrogée pendant 12 à 13 heures et elle ne peut pas parler de la teneur de ces interrogatoires.

Ebtisam al Saegh a entamé une grève de la faim le 3 juillet pour protester contre son arrestation, et contre le fait qu'elle n'a pas accès à sa famille et que son avocat n'a pas été autorisé à être présent lors des interrogatoires alors qu'elle l'a demandé. Elle proteste également contre le type de nourriture qui lui est servi, qui ne lui convient pas en raison de son problème de syndrome du côlon irritable. Le 10 juillet dans la soirée, lors d'un interrogatoire, l'état de santé d'Ebtisam al Saegh s'est dégradé et elle a souffert d'arythmie cardiaque (battements de cœur irréguliers), d'une perte de sensibilité dans la main gauche, d'une chute de sa glycémie et de sa tension artérielle, ainsi que d'un gonflement de l'estomac dû au syndrome du côlon irritable. Elle a été emmenée à l'hôpital du ministère de l'Intérieur à al Qalaa pour qu'elle reçoive des soins. Le personnel médical lui a fait passer un électrocardiogramme et administré des solutés intraveineux, notamment du glucose afin de faire remonter sa glycémie, avant de la renvoyer. Elle a alors été de nouveau emmenée pour être interrogée.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :**

- demandez aux autorités de libérer Ebtisam al Saegh immédiatement et sans condition car elle est une prisonnière d'opinion : elle est détenue uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression, et en raison de son travail de défense des droits humains ;
- exhortez-les à prendre les mesures nécessaires pour que cette femme ne soit ni torturée ni soumise à d'autres formes de mauvais traitements, et à lui permettre dans les plus brefs délais d'être régulièrement en contact avec ses proches et l'avocat de son choix, ainsi que de bénéficier de tous les soins médicaux dont elle pourrait avoir besoin ;
- demandez-leur d'ordonner qu'une enquête impartiale, indépendante et efficace soit menée dans les meilleurs délais sur ses accusations selon lesquelles elle a été torturée pendant sa détention en mai, de rendre publiques les conclusions de cette enquête, et de déférer tous les responsables présumés à la justice dans le cadre d'une procédure conforme aux normes internationales d'équité des procès.

### **VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 25 AOÛT 2017 À :**

#### Roi de Bahreïn

Shaikh Hamad bin 'Issa Al Khalifa  
Office of His Majesty the King  
P.O. Box 555  
Rifa'a Palace, al-Manama, Bahreïn  
Fax : +973 1766 4587

**Formule d'appel : Your Majesty, / Sire,  
(Votre Majesté, dans le corps du  
texte)**

#### Ministre de l'Intérieur

Shaikh Rashid bin 'Abdullah Al Khalifa  
Ministry of Interior  
P.O. Box 13, al-Manama, Bahreïn  
Fax : +973 1723 2661  
Twitter : @moi\_Bahrain

**Formule d'appel : Your Excellency, /  
Monsieur le Ministre,**

#### **Copies à :**

Ministre de la Justice et des Affaires  
islamiques  
Shaikh Khalid bin Ali Al Khalifa  
Ministry of Justice and Islamic Affairs  
P. O. Box 450, al-Manama, Bahreïn  
Fax : +973 1753 1284  
Courriel : <http://www.moj.gov.bh/en/>  
Twitter : @Khaled\_Bin\_A

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Bahreïn dans votre pays. (adresse/s à compléter) :**

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 165/17. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde11/6673/2017/fr/>

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## UNE DEFENSEURE EN DETENTION INTERROGEE EN CONTINU COMPLÉMENT D'INFORMATION

Ebtisam al Saegh, 48 ans, est une défenseure des droits humains bahreïnite qui travaille pour l'ONG bahreïnite Salam for Democracy and Human Rights (SALAM DHR). Elle a été arrêtée le 3 juillet à 23 h 45 après qu'environ 25 agents masqués en tenue civile, disant appartenir à la Direction des enquêtes criminelles (CID), eurent effectué une descente à son domicile à Jid Ali, au sud de Manama, la capitale bahreïnite. Ils n'ont pas présenté de mandat d'arrêt. Quand Ebtisam al Saegh a demandé pourquoi ils l'arrêtaient et où ils l'emmenaient, ils lui ont répondu : « Vous n'avez pas besoin de parler, vous le saurez dès que vous serez arrivée. » Les agents lui ont confisqué son téléphone portable et sa carte d'identité nationale, et l'ont emmenée avec eux. Elle a été autorisée à emporter ses médicaments. Amnesty International pense que son arrestation est liée à son travail de défense des droits humains. Le jour de son arrestation, elle avait tweeté au sujet des mauvais traitements infligés par l'ASN aux femmes et des abus dont sont victimes les détenues du centre de détention pour femmes de la ville d'Isa, tenant le roi de Bahreïn responsable de ces agissements. Selon les informations reçues, quand Ebtisam al Saegh a été conduite à la prison, toutes les autres détenues ont été enfermées dans leur cellule jusque vers 10 h 30. Cette mesure a également été appliquée plus tard dans la journée, et les appels téléphoniques ont été rationnés.

Quelques semaines plus tôt, le 26 mai, l'ASN avait interrogé Ebtisam al Saegh dans son bâtiment d'al Muharraq. Elle a dit à Amnesty International que dès qu'elle y est arrivée, on lui a bandé les yeux et dans les heures qui ont suivi, elle a subi des agressions sexuelles, reçu des coups sur tout le corps, des coups de pied dans l'estomac et été forcée de rester debout durant quasiment les sept heures qu'a duré son interrogatoire. On lui a posé des questions au sujet de Duraz, où les forces de sécurité ont attaqué des manifestants le 23 mai et tué cinq personnes, des autres défenseurs des droits humains qu'elle connaît, et de sa participation au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève en mars, où elle a parlé des violations commises à Bahreïn. On lui a aussi ordonné de cesser toutes ses activités de défense des droits humains sans quoi elle serait de nouveau la cible de violences. L'ASN a laissé Ebtisam al Saegh repartir vers 23 heures, en état de choc. Elle a été hospitalisée et a reçu un traitement pour une dépression nerveuse. Pour plus d'informations, veuillez consulter le document d'Amnesty International intitulé *Woman Human Rights Defender tortured and sexually assaulted as Bahrain renews campaign to silence peaceful critics* (<https://www.amnesty.org/fr/documents/mde11/6392/2017/fr/>).

Amnesty International a reçu des informations au sujet d'autres militants des droits humains et militants politiques qui ont été convoqués à l'ASN et soumis à la torture ou à d'autres mauvais traitements entre le 24 et le 28 mai. Certains ont depuis tweeté qu'ils mettaient fin à leurs activités. Amnesty International a recueilli des témoignages concernant des arrestations et des détentions arbitraires ainsi que des cas d'actes de torture et d'autres mauvais traitements infligés à des personnes privées de liberté, notamment alors qu'elles étaient détenues par la CID. Ces détenus affirment avoir été forcés à signer des « aveux » qui ont été utilisés comme preuves contre eux ou pour accuser d'autres personnes lors de procès. Selon les informations recueillies, les détenus seraient entre autres battus, contraints à rester debout pendant de longues périodes, privés de sommeil et forcés de rester nus.

Depuis juin 2016, les autorités bahreïnites intensifient la répression exercée contre ceux qu'elles considèrent comme opposés au gouvernement. Des dizaines de défenseurs des droits humains et de militants politiques se sont vu interdire de se rendre à Genève ou en ont été empêchés par les autorités bahreïnites alors qu'ils devaient participer à des sessions du Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Récemment, fin avril 2017, peu avant la session d'examen du bilan de Bahreïn en matière de droits humains à l'ONU, à Genève, le 1er mai, au moins 32 opposants supposés au gouvernement ont été convoqués pour un interrogatoire par le parquet et la majorité d'entre eux ont été accusés d'avoir participé à un « rassemblement illégal à Duraz ». Pour plus d'informations, veuillez consulter les déclarations publiques suivantes : *Bahreïn intensifie les attaques contre les droits humains avec la dissolution d'un mouvement politique de premier plan, 19 juillet 2016*, <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde11/4484/2016/fr/>, et *32 dissidents rounded up within days in clampdown ahead of UN human rights session (en anglais), 25 avril 2017*, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2017/04/bahrain-32-dissidents-rounded-up-within-days-in-clampdown-ahead-of-un-human-rights-session/>

Nom : Ebtisam al Saegh

Femme

Action complémentaire sur l'AU 165/17, MDE 11/6743/2017, 14 juillet 2017

